

## Et après la crise ?

---

Available in: [English](#), [Español](#), [Türkçe](#), [日本語](#), [Deutsch](#), [русский](#), [العربية](#), [Português](#), [中文](#)

Robert B. Zoellick  
Président  
Groupe de la Banque mondiale

Paul H. Nitze School of Advanced International Studies  
Johns Hopkins University

28 septembre 2009

### Liens connexes

#### Communiqués

[La crise économique donne lieu à un rééquilibrage](#)  
[Extraits du discours de M. Zoellick, le 28 sept. à Washington](#)

#### Sites web

[Assemblées  
annuelles 2009](#)  
[Crise financière](#)

Tout grand bouleversement génère des ondes de choc qui aggrave les fissures de l'ordre politique, économique ou sécuritaire établi. Parfois même, il provoque l'effondrement des systèmes en place. Dirigeants et citoyens ont néanmoins en leur pouvoir d'influer sur le cours des choses.

Aujourd'hui, la plupart des gens pensent que, lorsqu'il a écrit ses « Réflexions sur la révolution française », Edmund Burke dénonçait une révolution qui avait déjà exécuté un Roi et une Reine et qui avait engendré la Terreur. Or, cet ouvrage est paru en 1790, avant que les rues de Paris ne résonnent du bruit des charrettes de condamnés brinquebalant sur les pavés et des clameurs de la foule massée autour de la guillotine.

L'année 1789 a été marquée par l'un des plus grands bouleversements de l'histoire. Malgré les mises en garde avisées de Burke, la plupart de ses contemporains s'attendaient à ce que la France suive l'Angleterre sur la voie d'une démocratie constitutionnelle.

Les répercussions d'événements historiques peuvent se faire sentir sur la durée. Interrogé plus d'un siècle après sur l'impact qu'avait eu selon lui la Révolution française, le Premier ministre Zhou Enlai aurait répondu, « Il est encore trop tôt pour le dire. »

Cette année marque le 20<sup>e</sup> anniversaire de la révolution pacifique de 1989. Les soulèvements qui ont balayé l'Europe cette année-là, en net contraste avec 1789, ont mis un terme à la guerre froide. Ils ont abouti à la chute du mur de Berlin, à la libération de l'Europe centrale et orientale, à l'unification d'une Allemagne démocratique et à la réunification de l'Europe, au démantèlement de l'Union soviétique et au retour de la Russie. Beaucoup ont alors eu le sentiment, pour reprendre le célèbre propos de mon ami Frank Fukuyama qui enseigne ici, que ce grand chamboulement signifiait ni plus ni moins la « fin de l'histoire ». Toutefois, l'Europe a ouvert plusieurs nouveaux chapitres en élargissant ce qui est maintenant l'Union européenne, en créant une monnaie commune et en étendant la portée de l'Alliance de l'OTAN.

À la même époque, tandis que la plupart des regards étaient braqués sur l'Europe, de nouvelles pages d'histoire étaient en train d'être écrites dans d'autres parties du monde : la signature de l'ALENA marquait un changement fondamental de cap au Mexique, notamment dans le sens de la démocratie et d'une intégration accrue de l'Amérique du Nord ; la création de l'APEC donnait à penser qu'un nouveau « régionalisme ouvert » pourrait relier les économies montantes d'Asie de l'Est aux États américains bordant l'océan Pacifique ; et une coalition agissant sous l'égide de l'ONU mettait fin à l'occupation par la force du Koweït par l'Iraq, ouvrant la voie à l'ouverture de négociations entre Israël et les États arabes dans le cadre de la Conférence de Madrid. Ces nouveaux jalons ont été posés par des

dirigeants tournés vers l'avenir, qui ont su voir les possibilités offertes par ces profonds changements et ces nouvelles évolutions.

Ce que j'ai pu observer alors – et depuis – ont renforcé ma conviction que la survenue d'un événement s'inscrit dans une continuité. Comme le notait Burke, il existe « un pacte qui unit non seulement les vivants entre eux, mais aussi les vivants à ceux qui les ont précédés et à ceux qui ne sont pas encore nés ».

Les résultats ne sont pas prédéterminés. Ils dépendent à la fois des circonstances et de l'action délibérée.

Les nouveaux bouleversements que nous avons connus en 2009 transforment le monde dans lequel nous vivons. Quelle incidence auront-ils sur l'avenir ?

Ces bouleversements n'ont pas surgi du néant. Ils existaient en germe dans des événements antérieurs.

Au cours des 20 dernières années, l'économie mondiale a connu de profondes mutations. L'effondrement des économies planifiées de l'Union soviétique et des pays d'Europe centrale et orientale, les réformes économiques engagées par la Chine et l'Inde, et les stratégies de croissance tirées par les exportations mises en œuvre par les pays d'Asie de l'Est sont autant d'éléments qui ont contribué à porter le nombre de participants à l'économie mondiale de marché à 4 ou 5 milliards de personnes, contre environ 1 milliard précédemment. Cette transformation offre d'énormes possibilités, mais elle ébranle aussi un système économique international conçu au milieu du XXe siècle sur un modèle qui a été maintes fois rapiécé depuis.

À certains égards, les germes des problèmes actuels ont été semés par les mesures qui ont été – ou n'ont pas été – prises en réponse aux crises financières de la fin des années 90. Après la crise asiatique, les pays en développement ont décidé qu'ils ne voulaient plus jamais être exposés aux tempêtes de la mondialisation. Nombre d'entre eux se sont « assurés » contre ces risques en administrant leurs taux de change et en constituant d'énormes réserves en devises. Certaines de ces mesures ont contribué à créer des déséquilibres et des tensions dans l'économie mondiale, mais pendant des années les gouvernements s'en sont accommodés dans un contexte général de croissance vigoureuse.

Les banques centrales n'ont pas su voir les risques qui s'accumulaient dans la nouvelle économie. Après avoir maîtrisé, semblait-il, l'inflation des prix à la production dans les années 80, elles ont pour la plupart décidé que la politique monétaire ne permettait pas d'identifier et de limiter facilement les bulles des prix des actifs, et qu'une fois que ces bulles auraient éclaté, elles pourraient limiter les dommages occasionnés à l'emploi, à la production, à l'épargne et à la consommation dans l'« économie réelle » en abaissant résolument les taux d'intérêt. Les événements leur ont donné tort.

Les organes de régulation et de supervision des institutions financières n'étaient plus ancrés dans la réalité. Dopée par la concurrence et l'innovation financière, l'offre de services – notamment à des entreprises et à des ménages souvent laissés pour compte dans le passé – a explosé, mais le principe de « rationalité du marché », séduisant dans sa simplicité, a poussé les régulateurs à faire abstraction des réalités psychologiques, des comportements institutionnels, des risques systémiques et de la complexité des marchés et de l'être humain.

L'histoire montre que les actions d'aujourd'hui portent en germe les opportunités et les défis de demain.

Nous devons tirer les leçons du passé – sans que ces leçons nous limitent. Trop souvent, nous nous préparons à affronter les crises du passé au lieu d'anticiper celles du futur. La seule chose dont nous pouvons être certains, c'est que nous serons confrontés à d'autres bouleversements durant notre existence, et qu'ils seront différents de ceux que nous connaissons aujourd'hui.

Vous tous qui enseignez et étudiez ici avez la chance d'être préparé à apporter votre contribution, et j'espère que vous choisirez de le faire. Lorsque vous analysez les efforts passés, vous vous demandez peut-être quels changements cette crise apportera à notre monde ?

En 1944, les participants à la conférence de Bretton Woods ont saisi la chance qui s'offrait à eux d'instaurer de nouveaux arrangements mondiaux. Ils ont passé trois semaines dans le New Hampshire à élaborer des règles, des institutions et des procédures qui régiraient les relations financières et commerciales de l'économie mondiale.

Le monde a connu de profonds changements au cours des 65 dernières années – dont les transformations de 1989 n'étaient pas les moindres. La crise actuelle vient une fois de plus modifier la donne.

Des changements se profilent déjà, qu'il s'agisse de la répartition du pouvoir, des institutions ou de la coopération internationale. Ces évolutions dépendront de plusieurs facteurs, notamment de la manière dont les diverses parties s'adaptent à la nouvelle donne ; de la rapidité de la reprise ; de la nouvelle répartition des capitaux, des technologies et des ressources humaines à l'échelle mondiale et de ce qu'en font leurs nouveaux détenteurs ; et de la manière dont les pays décident – ou non – de coopérer.

### **La répartition du pouvoir après la crise : perceptions et réalités ?**

L'hypothèse actuelle est que l'économie politique qui prévaudra après la crise reflètera l'influence grandissante de la Chine, probablement de l'Inde, et d'autres grandes économies émergentes. Les États-Unis, qui sont l'épicentre de la crise financière actuelle, verront censément leur puissance et leur influence économiques diminuer.

Plusieurs observations viennent étayer cette hypothèse. La Chine a riposté vigoureusement à la crise, que ce soit en termes de relance économique ou de politique monétaire, et semble disposer de réserves importantes qui lui permettent de financer ces premières mesures. La rapidité de sa reprise, qui a aidé d'autres pays, témoigne clairement de son influence grandissante.

En fait, la Chine joue aujourd'hui un rôle de stabilisateur de l'économie mondiale. La Chine et l'Inde représentent à elles deux 8,5 % de la production mondiale et, tout comme d'autres pays en développement, affichent une croissance beaucoup plus forte que celle des pays développés.

Et pourtant... L'avenir de la Chine n'est pas encore déterminé. La rapide reprise de l'économie chinoise en 2009 s'est nourrie de l'expansion du crédit qui a progressé de 26 % du PIB sur les huit premiers mois de l'année. Ce débit se ralentit à présent, et les autorités, qui redoutent les effets de cette abondance de crédits sur les prix et la qualité des actifs et, au bout du compte, sur l'inflation en général, le ralentiront probablement encore plus. La Chine reste confrontée à de graves incertitudes pour 2010.

Les dirigeants chinois sont conscients de ces risques, en particulier ceux d'une croissance tirée par les exportations comme celle de leur pays et d'autres économies émergentes. Il ne sera pas facile à la Chine de passer à un modèle accordant une plus large place à la demande intérieure, et surtout à un accroissement de la consommation qui pourrait contribuer à équilibrer la croissance dans le monde tout en contribuant à promouvoir l'objectif national d'une « société harmonieuse ». La protection accordée par la Chine à son secteur des services, notamment les services financiers, limite les opportunités qui s'offrent aux entrepreneurs et les gains de productivité.

Les États-Unis, quant à eux, ont été durement touchés par la crise. Mais ils ont pour coutume, après un revers, de reprendre la situation en main, de s'adapter aux nouvelles circonstances et de repartir sur de nouvelles bases.

L'avenir de ce pays sera déterminé par ce qu'il fera pour résorber d'énormes déficits, assurer une reprise sans provoquer une inflation qui pourrait compromettre son crédit et sa monnaie, et réformer en profondeur son système financier pour maintenir sa volonté d'innovation dans un contexte toutefois plus sûr et solide. Il lui faudra aussi aider sa population à s'adapter au changement afin de préserver son plus grand atout : son ouverture au commerce, aux investissements, aux êtres humains et aux idées. Les géopoliticiens seront à l'affût de toute indication d'une diminution de la confiance, de l'énergie et des ressources que possèdent les États-Unis pour promouvoir leurs intérêts dans le monde en coopération avec d'autres pays, par suite des troubles économiques actuels.

Le Japon est la première grande puissance industrielle où la crise a été suivie de profonds bouleversements politiques. L'élection qui a donné le pouvoir au Parti démocratique japonais pourrait avoir jeté les fondations de la première démocratie bipartite viable de l'histoire du pays.

Le Japon a émergé des décombres de la Deuxième guerre mondiale sous la forme d'un « État commerçant » dépendant d'une croissance tirée par les exportations. Il n'est pas évident que le modèle traditionnel de croissance nourrie par l'exportation restera viable dans une économie mondiale plus « équilibrée » qui ne s'appuiera plus dans une mesure aussi considérable sur le consommateur américain. Un Japon vieillissant aura de nouveaux besoins de

consommation. Une économie mondiale multipolaire pourrait lui offrir de nouveaux débouchés, notamment si l'on considère sa capacité remarquable à utiliser l'énergie de manière rationnelle.

Le monde attend avec grand intérêt de voir la manière dont se présentera une politique étrangère japonaise pouvant recueillir durablement l'adhésion des différents partis et assumer de nouvelles responsabilités. Une telle politique pourrait être fondée sur l'expérience du pays dans le domaine du développement. Il serait possible au Japon de renforcer sa coopération avec d'autres intervenants de l'Asie-Pacifique au sein de l'ANASE, l'Australie, la Chine et la Corée, tout en continuant de jouer son rôle sur la scène mondiale, notamment dans le cadre de ses relations avec les États-Unis. Les opportunités de développement qui existent en Afrique, en Amérique latine, en Asie centrale et au Moyen-Orient pourraient aussi lui permettre de « s'aider lui-même en aidant les autres ».

L'Union européenne a peut-être tardé à réaliser que cette crise économique était la première dure épreuve à laquelle était confrontée la Nouvelle Europe issue des révolutions de 1989. Mais elle s'est relativement vite adaptée, et il est possible que les institutions européennes s'en trouvent confortées.

Les économies d'Europe centrale et d'Europe de l'Est ont été particulièrement durement frappées par la crise. Et elles sont encore loin d'avoir réglé leurs problèmes. Toutefois l'appui fourni par la Commission européenne, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque européenne d'investissement, avec la contribution du Groupe de la Banque mondiale, a été crucial, du moins pour les États membres de l'Union européenne. Il semble que les banques européennes qui ont investi chez leurs voisins d'Europe centrale et d'Europe de l'Est aient l'intention de poursuivre les relations établies. Sur le plan stratégique, il faut se féliciter de ce que, par delà tous leurs débats et leurs négociations internes, les États européens sont conscients de leur interdépendance. Cette fois, l'Europe sous pression ne s'est pas disloquée.

La Banque centrale européenne a joué un rôle décisif sous la direction éclairée de son président, Jean-Claude Trichet. La BCE a agi avec une grande dextérité pour soutenir le système financier européen, en aidant même des États européens ne faisant pas partie de la zone euro, tout en assurant la crédibilité de l'euro. Les États membres les plus récents de l'Union européenne qui ne font pas partie de la zone euro pourraient en fait chercher à y rentrer pour jouir de la sécurité qu'elle confère.

Toutefois, dans les conditions économiques plus contraignantes qui règnent actuellement, l'Union européenne reste confrontée à des incertitudes. Sa vulnérabilité dans le domaine énergétique est source de préoccupations, et exacerbe les tensions qui caractérisent ses relations avec ses voisins de l'est, en particulier l'Ukraine et la Russie. Le feu continue de couver sous les cendres dans les Balkans, et le manque d'attention portée à la Bosnie pourrait raviver la crainte que l'Union européenne ne soit pas en mesure d'assurer la sécurité, même sur son propre continent. L'UE et la Turquie ne sont pas encore parvenues à nourrir une conception commune d'un avenir partagé. Enfin, l'Europe vieillissante sera aux prises avec le problème de l'intégration des immigrants.

La crise pourrait aussi donner un coup de fouet à l'Asie du Sud-Est – cela dépendra de la manière dont sont saisies les opportunités. La région se trouve à la croisée des chemins entre l'Inde et de Chine, deux puissances en mouvement. L'ANASE semble avoir compris l'importance du moment et a pris des mesures pour approfondir son intégration tout en tendant la main à d'autres pays.

Étant donné la place non négligeable occupée par l'Indonésie et l'influence croissante du Viet Nam, les solides résultats qu'ils affichent sur un fond de tourmente économique offrent un contraste frappant avec la situation dans laquelle ils se trouvaient il y a une dizaine d'années. Mais des questions d'ajustement et de transitions politiques continuent de se poser dans des pays comme la Thaïlande et la Malaisie. Il n'est pas non plus absolument certain que d'autres intervenants feront cas de la nouvelle ANASE qui se constitue. La Chine et l'Inde semblent l'accepter – mais l'Amérique du Nord et l'Union européenne en feront-elles de même ?

Pour d'autres pays, l'impact à long terme de la crise peut dépendre des prix des produits de base, en particulier du pétrole, qui ont récemment généré d'importantes rentrées. Lorsque le baril de pétrole coûte 100 dollars, ces pays sont dans une position forte. Lorsqu'il coûte 30 dollars, la plupart sont dans une situation très difficile. Cette dépendance à l'égard du pétrole et des produits de base offre une assise économique précaire dans un monde qui s'évertue à devenir moins tributaire des combustibles fossiles, et dans lequel les cours des produits de base montent et descendent au gré des préférences des investisseurs pour une « classe d'actifs » ou une autre. Les pays utiliseront-ils ces rentrées de manière judicieuse – pour diversifier leur économie et promouvoir un développement plus largement réparti ? Ce sont là des questions auxquelles la Russie, les pays du Golfe, et certains pays

d'Amérique latine et d'Afrique doivent trouver une réponse.

Il est absolument essentiel de comprendre l'évolution des rapports de force pour bâtir l'avenir ; les délégués de Bretton Woods l'avaient bien compris. La base politique de ce système est la résultante de l'expérience partagée d'une abdication des responsabilités après la Première guerre mondiale et d'une évaluation lucide des rapports de force après la Deuxième guerre mondiale. Maintenant que ces rapports se modifient, en même temps que la nature des marchés qui relient les parties en présence, le système ne semble plus être adapté à la réalité. Par exemple :

### **Le dollar des États-Unis restera-t-il la principale monnaie de réserve ?**

Le système monétaire de Bretton Woods a fait place en 1973 à un système de taux flottants dans lequel le dollar était la principale monnaie de réserve mondiale. Pour autant que l'on puisse mettre en doute la fiabilité du dollar en tant que monnaie de réserve, on ne peut nier que, redevenu une valeur refuge pour les investisseurs, il s'est réapprécié pendant la crise.

Les États-Unis ne peuvent que se féliciter du statut spécial du dollar. Je ne peux m'empêcher de penser, lorsque je travaille avec des pays qui peinent pour trouver des moyens de financer leur budget ou leurs déficits commerciaux, que le peuple américain ne réalise par la chance exceptionnelle qu'il a de vivre dans un pays qui peut librement émettre des obligations et imprimer de la monnaie. L'histoire des guerres napoléoniennes est faite de grandes campagnes et de batailles, mais le récit de la victoire ultime de la Grande Bretagne et de sa coalition se trouve dans les chapitres arides du rétablissement par Pitt du crédit national.

Les États-Unis auraient tort de tenir pour acquis que le dollar restera la principale monnaie de réserve du monde. Au cours des années qui viennent, de plus en plus d'autres options se présenteront.

Au vu de la performance récente de la BCE, il y a tout lieu de croire que l'euro pourrait devenir une option de plus en plus attrayante. L'influence de l'euro dépendra en partie de la compétitivité des pays de l'Union européenne au cours des années qui viennent, ainsi que de la diversification et de la liquidité de ses marchés des capitaux. Elle dépendra aussi de l'évolution démographique et des perspectives de croissance dans la région. Mais, lorsque le dollar est faible, des financements en euros offrent une bonne solution de rechange.

La Chine, quant à elle, s'emploie à progressivement internationaliser sa monnaie. Elle donne à ses partenaires commerciaux les moyens d'effectuer des transactions en yuan (Renminbi), notamment en procédant à des swaps de monnaies. Il est probable que nous assisterons à une évolution similaire dans la sphère des investissements: pour la première fois ce mois-ci, la Chine a émis des obligations souveraines en yuan pour des investisseurs off-shore. Elle a récemment annoncé que les sociétés étrangères auront la possibilité d'inscrire leurs titres à la cote en Chine, et ouvre ainsi la voie à la transformation de Shanghai en un centre financier international. Et comme la Chine est un gros importateur de produits de base, on peut imaginer que de nouveaux indices de référence seront établis à Shanghai ou dans d'autres ports chinois, peut-être même en yuan.

Les dirigeants chinois agiront avec prudence. La plupart d'entre eux souhaitent conserver le contrôle conféré par un compte de capital fermé. Ils continueront probablement d'employer divers moyens d'intervention et de contrôle sur les marchés financiers et bancaires. Je pense toutefois que la Chine sera inexorablement amenée à s'ouvrir sur l'extérieur. Dans 10 à 20 ans, le yuan sera une valeur forte sur les marchés financiers.

Il est également possible que les pays et les marchés procèdent, à titre d'essai, à des financements libellés en Droits de tirages spéciaux (DTS), unité basée sur un panier de devises principales.

À l'évidence, le dollar est, et restera, une grande monnaie. L'avenir du billet vert dépendra toutefois dans une très large mesure des choix faits par les États-Unis. Résoudront-ils leurs problèmes d'endettement sans recourir à l'inflation ? Pourront-ils instaurer durablement la discipline dans le domaine des dépenses et des déficits budgétaires ? S'emploient-ils à rétablir de saines capacités dans le secteur financier, sources d'innovation, de liquidités et de rendements, sans risquer à nouveau de causer l'apparition de bulles importantes et des défaillances institutionnelles ? La valeur du dollar dépendra également de la mesure dans laquelle une économie privée dynamique et novatrice pourra se rétablir.

Les rapports de force sont aussi remis en cause au sein des pays. Les banques centrales ont joué un rôle considérable dans cette crise.

## **Des gouvernements démocratiques permettront-ils à des banques centrales indépendantes d'assumer encore plus de pouvoir ?**

Le Congrès des États-Unis a été surpris de voir l'étendue des pouvoirs dont dispose le Système fédéral de réserve pour créer des fonds, acquérir des actifs, conclure des accords de crédit réciproque à l'échelle mondiale et procéder à des transactions hors des circuits généralement empruntés pour dépenser les deniers de l'État.

Le Congrès entretient des relations empreintes d'un certain malaise avec les banques et les banquiers depuis le temps d'Alexander Hamilton. Ce n'est qu'en 1913 que les États-Unis se sont dotés d'une banque centrale. Le Système fédéral de réserve a obtenu son indépendance au prix de nombreuses années de durs efforts.

Il n'est donc guère surprenant que la démocratie américaine hésite à autoriser le Système fédéral de réserve à assumer la responsabilité, non plus seulement de la politique monétaire, mais aussi de la supervision des risques systémiques de l'activité bancaire, car cela lui conférerait un pouvoir encore plus étendu.

Au Royaume-Uni, le débat porte sur les rôles respectifs de la Banque d'Angleterre et de la Financial Services Authority. Les pays de la zone euro sont également confrontés à ce problème, dont la complexité est encore accrue, dans leur cas, par l'existence de plusieurs autorités nationales de contrôle. C'est enfin une question sur laquelle doivent se pencher les pays en développement montant en puissance dont les marchés bancaires et financiers se développent de plus en plus.

Les banques centrales ont mené une action remarquable lorsque la crise a explosé. Mais la manière dont elles ont fait face aux événements qui ont nourri cette crise, notamment l'inflation du prix des actifs et les graves défaillances observées au niveau de la supervision, est moins concluante. Il reste à voir si les banques centrales pourront gérer la reprise sans laisser l'inflation s'emballer.

Stanley Fischer, autrefois Premier Directeur général adjoint du FMI et maintenant Gouverneur de la banque centrale d'Israël, prône l'intérêt d'un regroupement des instruments de la politique monétaire et de la supervision des règles de gestion prudente à la banque centrale, pour des raisons d'efficacité institutionnelle. D'autre font valoir que l'une des deux fonctions sera immanquablement reléguée au second plan ou encore que l'attribution des deux fonctions à une seule autorité amplifie le risque d'erreur, faute d'avoir une deuxième opinion. Pour certains, cela pourrait même engendrer un conflit d'intérêts.

Ce débat sera nourri par différentes traditions politiques et conceptions du rôle des banques et des banques centrales. Aux États-Unis, il sera difficile d'habiliter dans une plus large mesure les puissants technocrates indépendants du Système fédéral de réserve. Au vu de la gestion de la récente crise, j'estime que le Trésor aurait dû avoir plus de pouvoir pour regrouper différents organes de réglementation. En outre, le Trésor des États-Unis est un ministère, de sorte que le Congrès et les électeurs peuvent superviser plus directement la manière dont il exerce tout pouvoir additionnel qui peut lui être conféré.

## **Notre système du commerce mondial a également été forgé à Bretton Woods.**

### **Nous permet-il toujours de répondre aux besoins de l'économie mondiale ?**

Nous ne pouvons manifestement répondre à cette question que par la négative.

Les retombées cataclysmiques de la phase d'isolationnisme économique des années 30 ont eu un avantage : elles ont mis en garde les dirigeants de la plupart des pays contre une répétition de cette expérience désastreuse. Jusqu'à présent, le protectionnisme commercial traditionnel reste à l'état latent. Mais les pressions s'accroissent.

La « théorie de la bicyclette » résume bien l'économie politique du commerce : étant donné les pressions exercées, dans la plupart des pays, par les producteurs partisans du protectionnisme, le seul moyen de contrer la force gravitationnelle qu'ils exercent consiste à promouvoir résolument un programme de libéralisation du commerce. Les gains potentiels associés à l'ouverture des marchés pourront alors permettre de mobiliser les parties intéressées pour s'opposer à ceux qui réclament l'érection de barrières.

Aujourd'hui, les négociations multilatérales de Doha à l'OMC sont pratiquement au point mort. Qui plus est, le programme de ces négociations a été établi il y a presque 10 ans, de sorte qu'il répond de moins en moins aux

nouveaux défis qui se posent. Il est donc temps de conclure rapidement ces négociations —puis de nous tourner vers l'avenir.

Les négociations multilatérales de Doha pourraient réduire, rationaliser, voire même éliminer certaines subventions agricoles qui, depuis des années, sont hors de portée des règles communes sur lesquelles repose le système de commerce mondial. Elles pourraient ouvrir quelque peu les marchés des produits manufacturés et agricoles des pays développés et des grandes économies en développement. Elles pourraient « consolider » les taux des droits imposés par les grands pays en développement à des niveaux beaucoup plus faibles et, ainsi, accroître le sentiment de contributions réciproques et réduire le risque d'importants relèvements tarifaires. Les négociations de Doha pourraient aussi aboutir à l'ouverture des marchés des services et à la réduction des pics tarifaires qui limitent la production de biens manufacturés de base et d'articles à valeur ajoutée dans les pays les plus pauvres. Elles pourraient éliminer les échappatoires qui ont été employées trop librement pour passer outre les règles et limiter les échanges. De telles mesures marqueraient de réels progrès et prouveraient que les pays développés et les grandes économies émergentes sont capables de faire des compromis afin de promouvoir des intérêts mutuels et systémiques.

Une fois les négociations de Doha parvenues à leur conclusion, il nous faudra passer rapidement à un nouveau programme. L'intégration régionale est un aspect de la mondialisation, mais il nous faut établir des règles qui permettent aux pays de tirer profit d'une libéralisation plus profonde et plus large de leur commerce avec les autres pays tout en encourageant un régionalisme ouvert. L'OMC doit appuyer le programme établi pour lutter contre le changement climatique sans recourir à l'imposition de nouveaux tarifs sur le carbone. Nous devons lutter contre le protectionnisme financier et le recours aux subventions provoqués par la crise. Nous devons abaisser les barrières douanières qui font obstacle au commerce Sud-Sud, et développer le commerce des services dans la mesure nécessaire pour répondre aux opportunités de développement et de croissance. Nous devons faire plus pour les pays les plus pauvres qui sont moins en mesure de saisir les opportunités de croissance offertes par le commerce.

Le nouveau programme doit s'appuyer sur les efforts déjà déployés par le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, avec l'appui du Groupe de la Banque mondiale, pour établir un lien entre la facilitation du commerce et l'aide à la facilitation des échanges. Pour pouvoir tirer parti de l'abaissement des barrières commerciales, les pays les plus pauvres ont besoin : d'une intégration régionale qui permette d'établir des marchés plus vastes et d'ouvrir un accès aux pays enclavés ; de ressources énergétiques, d'infrastructures, de systèmes logistiques, d'un accès rapide à des crédits commerciaux, d'une aide dans le domaine du respect des normes, et enfin de procédures douanières et frontalières simplifiées. Il fallait autrefois deux jours à un camion pour passer la frontière entre le Kenya et l'Ouganda. Aujourd'hui, grâce aux postes douaniers polyvalents mis en place avec l'aide de la Banque mondiale, il ne faut pas plus de deux heures.

Le système de Bretton Woods a été forgé par 44 pays à une époque où le pouvoir était aux mains d'un petit nombre d'États. Les vagues de la décolonisation commençaient juste à se former ; les quelques pays en développement étaient considérés comme des objets, et non des sujets, de l'histoire. Cette époque est depuis longtemps révolue. Les nouvelles réalités de l'économie politique exigent un système différent.

### **Quel sera le rôle des pays en développement après la crise ?**

La crise a fait ressortir l'importance croissante des grandes économies émergentes, la Chine et l'Inde bien sûr, mais d'autres pays encore. En fait, l'économie mondiale se « rééquilibre » en se rapprochant d'une répartition des forces similaire à celle qui existait il y a quelque 200 ans, avant la révolution industrielle, avec toutefois, en plus, l'Amérique du Nord.

Les économies en développement qui montent actuellement en puissance devraient contribuer de manière cruciale à la reprise. La plupart des prévisionnistes s'attendent à ce que le consommateur américain se montre frileux et que la demande reste morose. Celle-ci pourrait toutefois augmenter dans de nombreux pays en développement à condition que ces derniers puissent obtenir des financements. Ces pays disposent de l'espace budgétaire nécessaire pour pouvoir emprunter mais ils ne peuvent pas se procurer les volumes de capitaux dont ils ont besoin à des prix raisonnables sans évincer leur propre secteur privé. De surcroît, les pays à revenu intermédiaire comptent 70 % des êtres humains les plus pauvres de la planète. Le Groupe de la Banque mondiale et les banques régionales de développement peuvent fournir leur appui.

À l'avenir, le modèle de croissance serait plus équilibré et solidaire à l'échelle mondiale s'il était multipolaire. Pour peu que des investissements soient consacrés à leurs infrastructures, à leurs ressources humaines et à leurs entreprises privées, les pays d'Amérique latine, d'Asie et du grand Moyen-Orient pourront contribuer à l'instauration d'une « nouvelle normalité » de l'économie mondiale.

L'Afrique pourrait également devenir un pôle de croissance avec le temps. La plupart des pays africains expriment les mêmes sentiments : les Africains veulent des sources d'énergie, des infrastructures, une agriculture plus productive, un secteur privé dynamique et des marchés régionaux intégrer dans le contexte d'un commerce ouvert. Le même message aurait pu émaner de l'Europe ravagée il y a 60 ans.

Les taux de croissance d'un certain nombre de pays africains atteignaient régulièrement des niveaux élevés avant la crise. Après celle-ci, de nouvelles opportunités pourraient se présenter. Certaines entreprises manufacturières chinoises, avec l'appui de leur gouvernement, envisagent d'installer leurs capacités de production de base en Afrique. Le Groupe de la Banque mondiale collabore avec la Chine à l'examen de la mise en place de nouvelles zones industrielles offrant aux entreprises les infrastructures, les sources d'énergie et les qualifications dont elles ont besoin.

Il est probable que la Chine ne sera pas le seul pays à poursuivre des entreprises en Afrique, notamment la mise en valeur de ressources et des projets d'infrastructures. Le Brésil envisage de partager son expérience dans le domaine du développement agricole. L'Inde construit des voies ferrées. Nous assistons à l'amorce d'un phénomène qui ira en s'amplifiant.

Le Groupe de la Banque mondiale peut faire contrepoids au protectionnisme financier et commercial en appuyant cette évolution à l'échelle mondiale : nous avons constitué une nouvelle Société de gestion d'actifs, par l'intermédiaire de l'IFC, l'institution du Groupe de la Banque qui opère dans le cadre du secteur privé, pour réaliser des investissements dans des banques, des prises de participation, des opérations d'infrastructures et des restructurations de dettes. Nous avons en parallèle lancé une initiative pour appuyer le développement de marchés obligataires en monnaie nationale et investir sur ces marchés. Les investisseurs opérant sur le long terme, comme les fonds souverains et les caisses de pension, réalisent maintenant que les marchés développés ne sont pas dénués de risques et que les marchés en développement peuvent offrir de bonnes perspectives de croissance.

## **Conclusion**

À la sortie de cette crise, l'opportunité nous est donnée de restructurer nos politiques, l'architecture de nos systèmes et nos institutions. L'opportunité nous est donnée de forger un nouveau système mondial pour faire du XXI<sup>e</sup> siècle celui d'une « mondialisation responsable », qui encourage une croissance mondiale équilibrée et la stabilité financière, qui appuie les efforts déployés à l'échelle de la planète pour lutter contre le changement climatique et qui génère des opportunités pour les plus pauvres. Il faudra à cette fin élargir la portée des avantages procurés par des marchés ouverts et le commerce, les investissements, la concurrence, l'innovation, l'esprit d'entreprise, la croissance et la formation, et aussi les débats au niveau des idées. Il devra s'agir d'une mondialisation à la fois solidaire et durable — qui sera source d'opportunités tout en respectant l'environnement.

Cette mondialisation ne se produira pas d'elle-même

Lors du sommet du G-20 de Dieu à Londres en avril, les dirigeants se trouvaient au bord d'un abîme économique. Le danger, maintenant, n'est plus de tomber en chute libre mais de faire preuve d'une satisfaction facile. Au fur et à mesure que la crise s'estompera, il deviendra plus difficile d'encourager les pays à collaborer pour « mieux reconstruire ». L'examen par les pairs d'un nouveau cadre pour une croissance solide, durable et équilibré, décidé durant le sommet du G-20 la semaine dernière, marque un bon départ, mais il exigera un degré de coopération et de coordination internationales sans précédent, et devra témoigner d'une volonté réelle de prendre les mesures qui s'imposent sur la base des conclusions d'un suivi mondial. L'examen par les pairs devra aussi être une pression des pairs.

Le changement climatique sera notre prochaine épreuve. L'une des tâches essentielles qui doit être accomplie à Copenhague en décembre consiste à créer des incitations pour les pays en développement à participer à une croissance sobre en carbone. Les décideurs devront élaborer un cadre qui permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en encourageant le changement technologique, l'adaptation et la croissance.

Nous avons besoin d'un système d'économie politique internationale qui reflète une croissance devenue multipolaire. Ce système doit associer les puissances économiques montantes en leur qualité « de parties prenantes



responsables » tout en reconnaissant qu'elles comptent toujours des centaines de millions pauvres et qu'elles sont confrontées au défi redoutable du développement. Il doit mobiliser les énergies et l'appui des pays développés, dont les populations ressentent le lourd fardeau de la dette, craignent la concurrence et estiment que les nouvelles puissances doivent assumer une part des responsabilités. Il doit aussi pouvoir tendre la main aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables, au 1,6 milliard d'êtres humains qui n'ont toujours pas l'électricité et au « milliard d'habitants le plus pauvre » condamné à la pauvreté par les conflits et la désintégration de la gouvernance.

Les finances internationales et les monnaies. Le système du commerce. Un développement solidaire et durable. Le changement climatique. Les États fragiles et en conflit. Et toute une série d'autres problèmes de sécurité. Chacun de ces domaines est important en soi, mais aucun n'est indépendant des autres.

Les pays du monde entier ne pourront jamais réellement faire avancer ce programme s'ils ne coopèrent pas. Le multilatéralisme économique des temps passés ne correspond plus aux réalités actuelles. Nous devons moderniser le multilatéralisme et les marchés.

Ainsi que convenu la semaine dernière à Pittsburgh, le G-20 devrait devenir la grande instance de coopération économique internationale des pays industrialisés avancés et des puissances montantes. Mais il ne peut pas fonctionner comme un comité indépendant. Il ne peut pas non plus faire abstraction des besoins des plus de 160 pays qui n'en font pas partie.

Il importe que le G-20 fonctionne comme un « groupe directeur » pour un réseau de pays et d'institutions internationales. Il pourrait mettre en relief les relations d'interdépendance entre les grandes questions et promouvoir des domaines d'intérêt mutuel. Le système établi ne pourra pas être hiérarchique et ne devra pas être bureaucratique. Les questions abordées pourront, si nécessaires, être reprises dans le cadre d'autres groupes de négociations, de régimes internationaux ou d'institutions mondiales et régionales. Le FMI, le Groupe de la Banque mondiale, l'OMC, et les institutions des Nations unies peuvent informer les pays des problèmes qui se posent, présenter des analyses, collaborer à la formulation de solutions et contribuer à l'exécution des politiques.

Pour mener une action efficace et conforter leur légitimité, les institutions internationales doivent également évoluer. La répartition des voix entre leurs pays membres doit refléter le poids et les nouvelles responsabilités des puissances émergentes tout en permettant aux pays pauvres de se faire entendre. Ces institutions doivent pouvoir agir avec la transparence et la souplesse requise pour opérer dans le cadre de réseaux d'entreprises privées, de fondations et d'entités de la société civile et aussi travailler les unes avec les autres.

L'ancien ordre économique international avait déjà du mal à suivre l'évolution mondiale avant la crise. Les bouleversements que nous connaissons aujourd'hui ont révélé de profondes carences et des besoins criants. Il est temps de procéder aux changements nécessaires et d'aller de l'avant.

La question fondamentale consiste à déterminer si les dirigeants pourront collaborer pour promouvoir ce changement. Ils seront motivés par les intérêts des citoyens qu'ils représentent, comme il le doit. Mais ils devront aussi reconnaître les intérêts communs et les promouvoir, non seulement au cas par cas, mais aussi par l'intermédiaire d'institutions témoignant d'une « mondialisation responsable ».

Nous assistons actuellement à la refonte de Bretton Woods. Il faudra, pour mener cette opération à son terme, plus longtemps que les trois semaines consacrées autrefois à la création du système dans le New Hampshire. Les parties en présence seront plus nombreuses. Mais cette réforme est tout aussi nécessaire. Les prochains bouleversements, où qu'ils se produisent, sont en gestation. Nous pouvons les guider ou les laisser nous emporter.